

LA GOUVERNANCE ECONOMIQUE MONDIALE DEPUIS 1944

Dans l'immédiat après-guerre, l'Etat, comme échelle de gouvernance, n'est pas capable de garantir la prospérité et la paix dans le monde. Si, sur le plan politique, le choix est fait de privilégier l'échelle continentale de gouvernance (projet d'Europe politique), sur le plan économique, le choix d'une gouvernance économique mondiale l'emporte au terme de la conférence internationale de Bretton Woods (1944).

Comment cette gouvernance économique mondiale s'organise-t-elle depuis 1944 ?

Trois périodes sont à distinguer : la première, comprise entre 1944 et 1971, lors des Trente Glorieuses, correspond à la mise en place du système de Bretton Woods dominé par les Etats-Unis ; la seconde, comprise entre 1971 et 1991, lors des Vingt Piteuses, est marquée par la remise en cause du système de Bretton Woods ; la troisième, enfin, à l'œuvre depuis 1991, lors de la fin de la Guerre froide et l'essor de la mondialisation, est caractérisée par l'instauration d'une gouvernance économique mondiale multipolaire.

I/ Entre 1944 et 1971, les trente glorieuses

A/ Le système de Bretton Woods :

1) Origines :

Il est dominé par les Etats-Unis, première puissance mondiale en 1945, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, en remplacement de l'Europe et en concurrence, Guerre froide oblige, avec l'URSS. En 1945, donc, pour favoriser la paix et la prospérité, le monde, selon les Américains, doit être construit sur de nouvelles bases économiques : celles du libéralisme (ouverture des frontières) en remplacement de l'isolationnisme (fermeture des frontières). C'est dans cette perspective que, le 1er juillet 1944, avant même la fin de la Seconde Guerre mondiale, les Etats-Unis réunissent à Bretton Woods l'ensemble des 44 nations alliées, à l'exception notable de l'URSS simple observateur.

2) Fonctionnement :

Le système de Bretton Woods donne naissance à deux institutions internationales. Celles-ci, établies à Washington, sont : la BM et le FMI. La BM, appelée BIRD jusqu'au début des années 1950, au moment où elle avait pour objet de financer la reconstruction des pays détruits par la guerre, reçoit pour mission d'accorder des prêts à des taux d'intérêt faibles voire nuls au bénéfice de tous les pays en grande difficulté économique. Le FMI, en revanche, contrairement à la BM, n'a pas pour rôle de consentir des prêts, mais de garantir la stabilité des monnaies. La BM et le FMI sont donc complémentaires : la BM prête de l'argent, tandis que le FMI veille à ce que cet argent conserve sa valeur. Or, pour que les devises étrangères conservent leur valeur, il est décidé, à Bretton Woods, de faire du dollar la seule monnaie susceptible d'être convertible en or, dans la mesure où en 1944 les Etats-Unis détiennent à eux seuls 66% des réserves mondiales d'or. La suprématie monétaire internationale du dollar est ainsi garantie. Les accords de Bretton Woods, toutefois, s'ils avaient réglé la question du financement des Etats, avaient laissé en suspens celle de leurs relations, une fois ces Etats enrichis. C'est pourquoi, trois ans après Bretton Woods, 23 pays signent, en 1947, à Genève, les accords du GATT, aux termes desquels il est prévu via des cycles de négociations périodiques (*Rounds*) de diminuer progressivement les droits de douane afin de stimuler le commerce mondial, ainsi libéré de ses entraves (protectionnisme, quotas, etc.).

B/ Des critiques :

Le système de Bretton Woods, néanmoins, est assez rapidement contesté. Les premiers contestataires sont les pays communistes. Et pour cause : le système économique, retenu par Bretton Woods, est celui du libéralisme, fermement combattu par l'URSS de Staline. Aussi, dès 1947, et le début de la Guerre froide, les pays communistes font le choix de quitter les institutions de Bretton Woods pour intégrer celles du CAEM. Une gouvernance de « bloc » remplace donc une gouvernance universelle. Les pays capitalistes, après les pays communistes, forment le deuxième groupe à remettre en cause le système de Bretton Woods. Ceux-ci, en effet, semblent assez facilement s'affranchir des règles auxquelles leurs engagements passés les soumettent pourtant. La BM, d'abord, fondée pour consentir des prêts, ne parvient pas à faire respecter son monopole, comme en témoigne le plan Marshall (1947) lancé par les Etats-Unis eux-mêmes en dehors du cadre de Bretton Woods. Le FMI, ensuite, créé pour stabiliser les monnaies, ne parvient pas à empêcher les dévaluations répétées du Royaume-Uni et de la France. Le GATT, enfin, institué dans le but de favoriser le libéralisme, ne parvient pas toujours à contraindre les pays signataires (Europe, Japon) à renoncer au protectionnisme. Les

nations du Tiers monde, comme les pays communistes et capitalistes, constituent, en dernier lieu, le troisième groupe contestant le système de Bretton Woods. Celles-ci acceptent mal de devoir se plier à des institutions mises au point par les seules puissances du Nord. En marge du système de Bretton Woods, elles créent donc la CNUCED et le G77, deux institutions à l'intérieur desquelles les règles ne sont pas seulement conçues dans l'intérêt des pays du Nord mais aussi dans celui des pays du Sud. En 1971, le système de Bretton Woods, cerné par les critiques, finit donc par être remis en cause.

Mais au début des années 70, les accords de Bretton Woods sont remis en cause particulièrement parce que les réserves d'or des EU se sont amenuisées

II/ 1971-1991, les 20 piteuses

A/ La fin du système de Bretton Woods :

est provoquée par les Américains eux-mêmes. Le 15 août 1971, en effet, les Etats-Unis, dont la balance des paiements est devenue très déficitaire à force d'investir à l'étranger, suspendent la convertibilité du dollar en or. C'est, pour parler clairement, la fin du système de Bretton Woods. Le principe des taux de change fixes prend fin. Il est remplacé par un système de changes monétaires flottants, c'est-à-dire régulé par les marchés financiers et non plus par un FMI affaibli. C'est le point de départ de la mise en place d'une nouvelle gouvernance économique mondiale.

B/ L'usure des institutions internationales

Les institutions internationales déclinent également. A la BM et au FMI, sont reprochés : d'une part, leur incapacité à empêcher les dévaluations et plus encore les crises de 1973 et 1979 liés aux deux chocs pétroliers ; d'autre part, leur politique de prêts, désormais consentis aux pays emprunteurs à la seule condition de proposer un programme d'ajustement structurel, mêlant austérité budgétaire et baisse des dépenses publiques, seul moyen de permettre par le renflouement des caisses le développement des pays concernés. Ces plans d'ajustement structurel, en effet, s'ils sont nécessaires à long terme pour sauver le pays en crise, sont aussi souvent redoutables, à court terme, pour les populations vulnérables, premières victimes des mesures d'austérité. Le GATT, de son côté, remplacé par l'OMC en 1995, est la cible d'un double reproche : sa partialité, qui consisterait à avantager les pays du Nord et à désavantager les pays du Sud

C/ Les Etats du Nord s'affirment dans la gouvernance économique mondiale :

Ceux-ci, en effet, décident, avec la création du G6, de jouer la carte de la multipolarisation. Le G6, ou « Groupe des Six », formé en 1975, réunit six Etats membres : les Etats-Unis, le Japon, l'Allemagne, la France, le Royaume-Uni et l'Italie. Les six chefs d'Etat s'engagent à se réunir au moins une fois par an, avec une présidence tournante, afin d'évoquer les questions économiques mondiales. En 1976, le Canada rejoint le G6 qui de fait devient le G7 et même le G8 en 1998 lorsque la Russie, sept ans après la fin de la Guerre froide, rejoint à son tour le club très privé des pays les plus riches de la planète. Chaque réunion est l'occasion pour les chefs d'Etat de se rencontrer, mais aussi pour leurs ministres d'établir des politiques communes secteur par secteur (Santé, Education, Environnement, Sécurité, etc

La fin de la guerre froide va rendre le monde multipolaire. Aussi, la gouvernance économique mondiale, va-t-elle s'en trouver bouleversée

III/ Depuis 1991, une gouvernance économique mondiale multipolaire.

A/ L'affirmation des Etats du Sud :

Depuis la fin des années 1990 et le début du XXIe siècle, après la fin de la Guerre froide et la gestion difficile de la période post-coloniale, les pays communistes sont devenus des pays capitalistes, tandis que de nombreux pays pauvres se sont enrichis. De fait, désormais, une nouvelle représentation du monde s'impose : celle des cercles concentriques. En vertu de cette logique, la Triade, constituée des Etats-Unis, de l'Union européenne et du Japon, forme le centre autour duquel gravite le reste du monde, appelé périphérie : en premier lieu, les pays émergents, qui s'enrichissent et qui appartiennent à tous les continents (BRICS) ; en second lieu, les pays les moins avancés, qui s'appauvrissent et qui sont principalement originaires d'Afrique noire (34 sur 48 PMA).

B/ La naissance du G20 :

Le G20, ou « Groupe des Vingt », est un groupe composé de 19 pays (10 du Nord, 9 du Sud) ainsi que de l'UE. Il est créé en 1999, en marge du G8 réuni à Washington, afin de permettre l'établissement d'un dialogue entre les principaux responsables économiques des pays industrialisés et des pays émergents, ce que ne permettaient pas les réunions du G8. Lors de la première réunion du G20, toutefois, seuls sont alors présents les 20 ministres des Finances des 20 pays concernés. Il faut attendre 2008, et l'initiative du président français Nicolas Sarkozy, pour assister à la première réunion des 20 chefs d'Etat ou de gouvernement du G20, dont les réunions sont dorénavant organisées au moins une fois par an. Aujourd'hui, le G20 représente à lui seul 70% de la population planétaire, 85% du commerce international et plus de 90% du produit mondial brut. Il est devenu le lieu privilégié dans le cadre duquel les pays émergents tentent d'imposer leurs vues aux pays du Nord, une pratique complètement inédite jusqu'alors.

C/ La gouvernance multipolaire du monde reste critiquée :

Le mouvement altermondialiste, en particulier, très sévère envers les Etats-Unis, le FMI ou le G8, ne l'est pas moins vis-à-vis du G20, dont il critique le libéralisme économique. Pour cette mouvance d'extrême gauche, le libéralisme est nuisible, parce qu'il est injuste pour les personnes du fait du creusement des inégalités qu'il favorise et dangereux pour l'environnement du fait des atteintes irréversibles qu'il lui fait subir. Aussi, par opposition au Forum économique mondial qui réunit tous les ans à Davos en Suisse quelques-uns des plus influents défenseurs du libéralisme (hommes politiques, chefs d'entreprise), les altermondialistes donnent à leur réunion le nom de Forum social mondial. Celui-ci, organisé dans le but de réfléchir à une alternative crédible à la mondialisation libérale, se réunit tous les deux ans, dans une ville différente du Sud (Porto Alegre, Mumbai, Dakar), sous la bannière d'une devise commune : « Un autre monde est possible », sous-entendu une autre gouvernance économique mondiale (avec d'autres acteurs et d'autres règles) est souhaitable.

Depuis 1944, et la conférence de Bretton Woods, la gouvernance économique mondiale, originellement placée sous la domination des Etats-Unis, est donc devenue multipolaire, d'abord, à la faveur de l'affirmation des pays du Nord lors des crises des années 1970, ensuite, à la faveur de l'affirmation des pays du Sud lors de l'essor de la mondialisation au cours des années 1990.

Mais, L'économie mondiale n'est pas devenue plus stable pour autant et les reproches sont nombreux. Les fossés entre riches et pauvres s'élargissent et laissent craindre des tensions et des conflits.